



CLIMATE
CHANCE

Compte-rendu Atelier 9

Bâtiments et Construction Durables en Afrique

Sommet Climate Chance Afrique – Abidjan 29 juin 2018

Feuille de route coalition Bâtiments et Construction Durables en Afrique

Global Alliance on Building and Construction (GABC)

I – OU EN SOMMES-NOUS ?

I.A - Cartographie de l'action sur le continent africain.

a) Eléments de diagnostic

Quels sont les principaux constats sur l'action climat sur ce secteur au niveau du continent ? Quelles actions actuellement permettent de contribuer à l'objectif défini par l'Accord de Paris ?

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

Dans le contexte africain, l'adaptation, la sécurité, et la résilience ont besoin d'être inclus.

- Nécessité d'intégrer la question de l'adaptation dans les discussions sur le logement et l'habitat durable en Afrique. Atténuation et adaptation sont intrinsèquement liés. Par exemple les bâtiments sont très affectés par les inondations, ou encore la dégradation des sols.
- Travail de coopération à mener avec les politiques, les architectes, et tous les acteurs de la chaîne de valeur dans le domaine du bâtiment durable.
- Les questions de développement durable ne sont pas prises en compte dans les permis de construire. Problème également au niveau du foncier et de la disponibilité des terres, qui décourage les populations de construire durablement sur leur terrain, de peur de se voir retirer leur propriété, souvent issue du droit coutumier, remis en question aujourd'hui. Beaucoup de constructions précaires.

Formation et renforcement des capacités

- Nécessité d'identifier les types d'architecture adaptée (par un état des lieux par pays et par région de ce qui existe) et de diffuser cette information.
- Réfléchir en amont dès la conception du bâtiment pour qu'il utilise notamment des matériaux bio-sourcés, avec une bonne efficacité énergétique passive plutôt que de se focaliser sur des systèmes de refroidissement (type climatiseur).
- Besoin de sensibiliser et de former à tous les niveaux : décideurs nationaux, collectivités, citoyens pour faire évoluer les mentalités autour des bâtiments avec matériaux locaux (montrer des exemples de bâtiments avec matériaux locaux qui soient modernes), mais également à tous les niveaux de la filière construction (les architectes et les entreprises mais aussi les artisans informels, en milieu rural autant qu'en milieu urbain) pour qu'ils s'approprient des techniques de construction adaptée (type Voûte Nubienne).
- Besoin de vulgariser les méthodes pour que chacun à son niveau puisse se les approprier.

Matériaux et technologies

- Besoin de formalisation des solutions explorées et de trouver une manière de surpasser le blocage juridique.
- Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de grand changement. Les matériaux importés, chers et polluants, continuent à être largement utilisés : sable, gravier, ciment, tôle. Les pays africains ont tendance à vouloir copier l'Europe. Les "matériaux durables" n'incluent pas encore le banco (terre crue) dans les permis de construire.
- L'Etat doit encourager ces matériaux : décret liant l'utilisation de ces matériaux à des exonérations fiscales + révision totale du code de construction et de l'urbanisme.
- Se focaliser sur l'exemplarité des bâtiments, top-down, urbain et rural.
- Encourager l'entreprise privée à s'investir dans ces matériaux, leur marché est en train de s'étendre, le demande est de plus en plus forte.



CLIMATE CHANCE

- Les populations ont encore un fort a priori sur les matériaux, difficile de les convaincre, même si les bâtiments en voûte nubienne réalisés dans les villes comme Ouagadougou commencent à faire changer les mentalités.
- Les innovations sont des initiatives privées, souvent portées par des ONG, dont les impacts sont encore trop faibles, compte tenu du fort besoin de renouvellement et de construction du parc bâti (besoin en termes de millions de logement).
- Besoin de développer des outils pour concevoir des bâtiments durables, créer des guides verts pour la filière construction.
- Malgré tout, des programmes existent ou sont en développement pour produire des matériaux nouveaux (typha) et valoriser les matériaux anciens (banco/adobe comme la Voûte Nubienne).

Financement

A COMPLETER

Comment les acteurs sont-ils organisés ?

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

- Acteurs locaux : Disparité territoriale dans les politiques de logements. Difficulté de mise en œuvre d'une politique uniforme : disparité entre les priorités des communes ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés.
- Adaptation du langage : Il est parfois plus efficace de ne pas parler d'émissions de gaz à effet de serre mais parler de confort thermique. De même, il est parfois plus facile de se référer aux questions sécuritaires.
- Difficulté de communication entre les différents départements au sein d'un même Ministère – difficulté de convaincre les départements pour lesquels l'objectif est la destruction de l'habitat informel.
- Inclure les chercheurs et les architectes est essentiel. L'alliance du Maroc est un exemple. Le défi c'est d'inclure les différents acteurs locaux selon leurs besoins.

Formation et renforcement des capacités

- La Convention des Maires et Africa Local Government Academy : CGLUA propose des ateliers de renforcement des capacités des villes pour les aider dans l'élaboration de leur plan d'action dans lequel le secteur du bâtiment est intégré (augmenter leur capacité de planification et leur fournir une plateforme où elles peuvent partager leur savoir et leurs bonnes pratiques). En Septembre, atelier à Dakar. 13 villes pilotes, et 112 villes qui ont adhérées et 23 qui sont en phase d'adhérer.

- La Voûte Nubienne comme animateur de réseau pour former les différentes parties prenantes afin de permettre la diffusion et l'appropriation du concept Voûte Nubienne, permettant la construction de bâtiments bioclimatiques adaptés au contexte :

=> Formation du secteur de la construction : principalement des maçons ruraux, informels ou jeunes sans emploi (car ce sont eux qui constituent la majorité de l'offre de construction en Afrique de l'Ouest où 90% de la construction se fait en milieu informel) mais aussi des entreprises, architectes, etc. pour répondre à tous les besoins de construction (rural, urbain, bâtiments privés et communautaires)

=> Renforcement des collectivités locales pour intégrer les questions d'habitat adapté dans leurs plans de développement (et les thématiques annexes qui sont liées aux questions de construction : environnement, emploi, etc.), et accompagnement dans la réalisation de bâtiments privés et communautaires en Voûte Nubienne sur leurs territoires en incluant la formation des maîtres d'ouvrage, techniciens en bâtiments, artisans et entreprises, etc.

=> Formation des acteurs de la société civile pour qu'ils puissent être des relais de diffusion de la Voûte Nubienne auprès de leurs membres et bénéficiaires

Voir comment on peut profiter de l'expérience des uns et des autres et faire collaborer ces réseaux

- Plateforme Dakar Agir pour le Climat : faire de la sensibilisation dans la région de Dakar pour faire de la sensibilisation avec les acteurs non étatiques

- MOOC pour l'habitat en zone humide sur 3 sujets :

=> Qu'est-ce que c'est que la construction durable ?

=> Quelles méthodes de construction ?

=> Retour d'expérience

Peuvent imaginer une collection sur des sujets plus pointus, ou dans d'autres climats.



CLIMATE CHANCE

Pour que cette approche puisse prendre de l'ampleur, il faut développer des partenariats avec des réseaux locaux pour que les produits soient adaptés aux besoins, aient des relais, que chacun puisse parler de son expérience, et faire qu'il y ait une reconnaissance au niveau académique

Matériaux et technologies

Débuts de dialogue, mais la coordination de réseaux difficile. Il est important de créer des forums de rencontre des acteurs, des expositions pour permettre la promotion au grand public.

Lobby d'entreprises - FACT Sahel, pour permettre aux maçons, architectes, ingénieurs et entreprises de se rencontrer et organiser des projets + montrer qu'on peut faire des beaux bâtiments avec de la terre. Intérêt des institutionnels publics (ministères, mairies) dans cette initiative, réticence en réduction.

- Des entreprises essaient de s'organiser pour pouvoir mettre des mesures sur pieds mais besoin de creuser le lien entre expertise, entreprises et collectivités. Traduire la connaissance scientifique en pratiques réelles : former les entreprises et les collectivités.

- Besoin d'appels d'offre publics intégrant les critères environnementaux pour pousser les entreprises de construction et architectes à s'intéresser aux matériaux et techniques de construction durable.

Financement

A COMPLETER

Quels progrès encore nécessaires ? Quels sont les « gaps » majeurs ?

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

- Difficulté de mise en œuvre des réglementations : par exemple, la réglementation thermique n'est pas toujours respectée : contrôle soit contraignant par les communes qui n'ont pas toujours les moyens de le faire ou au niveau des intervenants pour qu'un bureau d'étude, des laboratoires soient associés.

- La finance climatique : très importante pour faire effet de levier. La complexité des conditions d'accès aux financements est critiquée. L'Etat n'a pas les moyens pour mettre en place les bons projets.

Formation et renforcement des capacités

- Question culturelle : mauvaise perception des matériaux locaux. Il faut pouvoir montrer les réalisations à travers le monde, utilisant avec des matériaux locaux et qui sont à la fois durables et modernes.

- Certification, labellisation, reconnaître les formations pour choisir le bon architecte, artisan maçon, référencer les ouvriers, architectes, ingénieurs, reconnus.

- Besoin de formation diplômante et reconnue.

- Disponibilité des matériaux : pas de production en masse.

- Information sur le coût de la construction.

Matériaux et technologies

Besoin d'avoir des données et des mesures scientifiques pour prouver l'efficacité des matériaux locaux. Les normes peuvent bloquer, gestion collective, assurances.

- Mesure scientifique, outils et dispositifs de mesures.

- Incitations (financières ou juridiques/normatives) à l'usage des matériaux et technologies.

- Dispositifs de gestion des matériaux.

- Formation.

- Vaincre les blocages culturels et réticences (+assurances, sécurité) + communication.

Financement

A COMPLETER

NB : ce chapitre viendra alimenter l'Observatoire Climate Chance

b) Identification d'actions ou de pratiques multi-acteurs « phares »

Quelles bonnes pratiques sont potentiellement répliquables à l'échelle de l'Afrique ? Par quels types d'acteurs sont-elles portées ? Etc.

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

=> Maroc :



CLIMATE
CHANCE

- Projet pilote au Maroc pour tester la réglementation thermique avant de la mettre en application, soutenu par l'Union Européenne.

- **Création de l'Alliance Marocaine du Logement** : transpose au niveau national les objectifs de l'Alliance mondiale pour l'habitat et la construction durables. Centralisation et partage des bonnes pratiques des acteurs marocains sur toute la chaîne de valeur. Coalition portée par le Ministère Logement, de l'Habitat et de la politique de la Ville.

- **NAMA Habitat** : étude sur les mesures d'atténuation des GHG dans l'habitat menée en partenariat avec le PNUD. Analyse du secteur énergétique du secteur résidentiel. Renforcement des capacités et financements ont été soulevés. La question du financement est ressortie de cette étude.

=> Dakar :

PCT : Plan Climat Territorial. Accompagnement de l'UE. Mise en place des éco-quartiers (travail de sensibilisation aux enjeux climatiques dans les quartiers de Dakar par des volontaires).

Formation et renforcement des capacités

Matériaux et technologies

- 2 outils de conception bioclimatiques adaptés à l'ensemble des zones climatiques du Sénégal (en + des guides ONU-Habitat) + logiciels de simulation et d'aide à la conception (tableur Bati-Pays + logiciel d'aide à la préparation du dossier de permis de construire pour respect des normes, dont environnementales).

- Typha : la phase de recherche est terminée, il y a eu de la R&D, formation sur comment produire le matériau et comment mettre en œuvre dans le bâtiment, et développement des outils de production, etc. L'enjeu d'aujourd'hui est de mettre ces matériaux dans le bâtiment, à travers des pilotes.

- Voûte Nubienne : voir le matériau utilisé pour la Voûte Nubienne.

Financement

Remarques Participants - Propositions projets concrets ou réflexion pour faire avancer la question d'habitat durable

Le problème de l'Afrique va au-delà des campagnes, urbanisation élevée, nous sommes en face d'un changement que nous ne pouvons pas arrêter. Comment faire avancer nos matériaux locaux pour pouvoir concurrencer les matériaux importés. Comment valoriser les matériaux locaux. La modernisation des matériaux locaux doit occuper une place centrale. Réfléchir à industrialiser les matériaux locaux.

Projet FNGN :

Beaucoup de reboisement mais si l'on coupe les arbres pour la construction, le bilan n'est pas bon, c'est là l'avantage par exemple de la voûte nubienne, bilan très positif. Mais trouver des financements à la hauteur de l'enjeu est indispensable. En partageant l'information à ce sujet, il serait possible de débloquer cet aspect rapidement. Construire des bâtiments témoins pour que les gens voient et testent.

411 greniers de sécurité alimentaires doivent être réalisés en voûte nubienne car cela permet une meilleure conservation des denrées alimentaires mais le problème reste l'accès aux financements pour réaliser ces projets

2 salles de classe ont été réalisées avec la Voûte Nubienne mais volonté de dupliquer ce modèle dans 90 Unions. Idem avec les centres de santé. Actuellement les écoles sont construites avec des toitures de tôle et avec l'augmentation des vents violents, les toitures sont régulièrement arrachées.

Duplication par 2 unions de la FNGN au sein desquels des maçons ont été formés. Ces maçons accompagnent aujourd'hui 15 Unions avec l'objectif que les maçons qui seront formés accompagnent ensuite les autres Unions. Création d'emploi et duplication du modèle à plus grande échelle.

Projet au Nord de la Côte d'Ivoire :

Agro-écologie : partenariat qu'ils aimeraient développer avec la voûte nubienne pour instituer un habitat écologique dans leur zone. Les populations ont adhéré à l'agro-écologie. On pourrait commencer par l'habitat d'école et les institutionnels pourraient accompagner les populations pour qu'il y ait une appropriation comme cela a été le cas pour l'agro-écologie.

Ernest Dione : Efficacité Energétique Bâtiments

- Il ne faut pas aller vers des choses compliquées. Il faut voir quel est le problème et les réponses que l'on peut apporter avec peu de moyens. Accessible et réalisable pour le plus grand nombre. A travers



**CLIMATE
CHANCE**

l'utilisation de matériaux locaux, l'utilisation de techniques simples (typha, VN). En Afrique construction en terrasse, ceci est important culturellement mais cela peut poser des problèmes sur la question de la chaleur. Il faut donc jouer sur l'orientation du bâtiment. Il faut identifier des entreprises déjà engagées qui puissent être mises en relation avec ceux qui ont des initiatives comme celles de la FNGN pour faire avancer les choses.

Président du Conseil Régional de la Boucle du Mouhoun

- Souhaite que l'association fasse une évaluation par rapport aux 3000 bâtiments construits, pour savoir où nous en sommes et mieux définir où nous voulons aller. Le bâtiment est très résistant et ne demande pas beaucoup d'entretien.
- Avec des actions concertées il est possible de faire adopter cette initiative par la population.
- Possibilité de commencer par la base, les collectivités, les communes. Si chaque commune construit un bâtiment dans chaque ville (il y a 300 communes), cela devient un outil de sensibilisation.
- Il faut aussi insister au niveau des DAO, dans lesquels on ne tient pas compte de la VN au niveau des gouvernements. Clause à insérer dans les dossiers pour avoir accès à ce marché. La majeure partie des bâtiments ne sont pas assurés mais ce n'est pas un problème au Burkina. Les gens sont un peu réfractaires au changement mais dans 50 ans la VN et les bâtiments durables seront les plus diffusés.

Travailler au niveau des régions pour réaliser des bâtiments durables exemplaires pour permettre un changement des mentalités.

Outils d'aide à la conception de dossiers d'Appels d'Offre pour inclure des considérations d'adaptation et d'atténuation au changement climatique et former les entreprises à répondre à ces appels d'offre.

Mali :

Nouvelle technologie la brique H avec une économie d'utilisation de ciment et de banco et économie financière.

Au Mali, culture qui utilisent les briques cuites.

Quid des bâtiments existants : s'il y a une volonté politique + renforcement des capacités des acteurs professionnels du BTP pour qu'ils prennent en considération les questions d'efficacité énergétique, il y a une opportunité sur la rénovation de l'existant également.

Etudiante en architecture :

Beaucoup de collègues qui ont une capacité de travail pour amener un savoir important. Donc il est possible de créer des partenariats avec des écoles d'architectures car sont très preneuses de ce genre de projets.

Penser à intégrer les urbanistes car il manque une attention aux questions d'urbanisme dans les villes africaines.

La réhabilitation est une question essentielle. Beaucoup de choses possibles qui se font dans le domaine de la réhabilitation, notamment sur du ciment.

Association des jeunes entrepreneurs de Côte d'Ivoire

Souhait de lancer une école entièrement en matériaux durables, souhaite savoir comment implémenter ça avec des matériaux locaux et faire de la formation.

France Volontaire

Pour mettre en commun toutes ces idées, un outil de partage serait intéressant à mettre en place et France Volontaire peut appuyer cette dynamique.

RHF

La question d'habitat durable doit être réfléchi dès la conception. Le DAO doit pouvoir intégrer toutes les techniques de construction durables. Sur la question de la réhabilitation, introduire dans les procédés de réhabilitation comme question essentielle, les questions d'efficacité énergétique.

Région de Nawa Côte d'Ivoire

Région qui construit avec des briques de terre comprimée stabilisée écologique. Travaillent sur un plan d'aménagement des bas-fonds avec des BTCS. Travail sur la conception du bâtiment. L'orientation du bâtiment permet de réduire la consommation énergétique des bâtiments. Mobilisation des architectes sur ces projets.

Maroc :



CLIMATE
CHANCE

Catalogue d'architecture éditée par la ville de Rabat qui a identifié 10 bâtiments durables (à destination des professionnels et des architectes). Prochaine édition pour septembre 2018 et cela peut être mis à disposition de la Global Alliance on Building and Construction.

Quels succès et quelles difficultés rencontrées pour la mise en œuvre ?
Quel impact en termes de GES évitées ?

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

Formation et renforcement des capacités

- Il faut que les gens soient informés sur les émissions de gaz à effet de serre et sur comment aller vers la réduction des effets de serres.
- Dans la climatisation, il faut faire connaître les zones climatiques : quel serait le matériau adapté à ma zone climatique. Dès la conception du bâtiment.
- On peut former les gens mais s'il n'y a pas de contraintes, il faut qu'il y ait des obligations dans les permis de construire, des certifications pour pousser les gens à construire des bâtiments durables.

Matériaux et technologies

Financement

Quels impacts sur les Objectifs de développement durable (ODD) ? (NB : les plus pertinent par rapport au secteur)

NB : ce chapitre viendra alimenter le portail de l'action Climate Chance

I.B - Financer l'action : l'existant.

Identification des opportunités et des contraintes de financement de l'action

Synthèse des financements disponibles en se basant sur les expériences des différents acteurs de la coalition.
Quelles modalités d'accès pour quels acteurs ?
Quels gaps ?

II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

II.A – Quel potentiel de synergie pour la coalition ?

a) Potentiel d'action

- Panorama des réalisations exemplaires : Essayer de comprendre quelles sont les initiatives qui ont été menées dans la sous-région pour la promotion de l'habitat durable. Panorama. ONU-Habitat pourrait soutenir cette démarche. Ont développé outils pour renforcer les synergies. Mettre en commun ce qui existe déjà, centre de ressource, plateforme collective.
- Conception du bâtiment est un stade essentiel, fort potentiel. Créer des modèles concrets répliquables. Ont développé des fiches techniques pour faciliter la conception du bâtiment durable. Travailler en amont + cahier des charges. Il appartient au maître d'ouvrage de se poser un ensemble de questions et de mobiliser un ensemble d'acteurs.
- Développement d'une feuille de route régionale de la GABC.
- Formation autour des appels d'offre publics : former des entreprises à pouvoir répondre à appels d'offre adaptés.
- Politiques de financement : solutions innovantes pour financement de bâtiments alternatifs. Potentiel probable d'inclusion des parties prenantes.
- Question d'entretien sur les bâtiments en matériau locaux : si l'on veut privilégier des bâtiments en matériaux locaux comme les bâtiments en terre, se pose la question de l'entretien pour éviter les sinistres. Des solutions existent comme des enduits extérieurs en ciment qui permettant à la fois d'avoir un bâtiment moderne (pour lutter contre les préjugés des bâtiments en terre) et d'éviter les besoins en entretien.
- Fiabilisation de la mesure des résultats.



CLIMATE
CHANCE

- Création d'un référentiel technique.
- Diagnostic environnemental sur la question de l'environnement et de la gestion des terres pour utiliser des matériaux locaux en bonne intelligence :

Les endroits creusés sont choisis pour permettre des bassins de rétention d'eau (très utile pour retenir l'eau pendant la saison sèche).

Possibilité aussi d'aménager les trous réalisés pour récupérer la terre pour faire des projets intégrés de pisciculture et de bio digesteurs.

b) Acteurs à mobiliser

- Acteurs à tous les niveaux :

- représentants des gouvernements pour dynamique nationale,
- collectivités territoriales pour mise en œuvre locale,
- acteurs de la société civile, acteurs de la construction avec techniques adaptées,
- filière dans son entièreté (architectes, entreprises, maçons informels, ingénieurs, coopératives d'artisans, etc.)
- coopératives d'habitat
- les banques, assurances
- organismes de formation (centres de formation professionnelle)
- promoteurs immobiliers
- chefs traditionnels et religieux qui sont proches des populations et ont une capacité de mobilisation

- Faire se rencontrer des personnes qui ne se parlent pas et ne comprennent pas les contraintes des autres dans le processus de conception. Mutualiser des lectures contraires du bâtiment, pour arriver au plus petit dénominateur commun.

- Rôle pivot du maître d'ouvrage : responsabilité de mobiliser l'ensemble des parties prenantes de la construction et d'identifier le rôle de chacun et ce qu'il peut changer pour produire un bâtiment durable.

- Usager : comprendre les enjeux de l'usager pour veiller à pérenniser l'impact. Société civile joue un rôle d'interface.

II.B – Quels enjeux et leviers à activer

a) Enjeux d'information

Manque d'information et de données sur le secteur de la construction.

Matériaux et technologies

- Matériaux locaux / bio-sourcés.

- Réplicabilité des technologies à d'autres contextes et à la population dans son intégralité, y compris faibles revenus + faible coût.

b) Enjeux de formation

Renforcement de capacités

- Améliorer la compréhension de ce qu'est l'habitat durable à tous les paliers d'intervention : administration, constructeurs, maîtres d'ouvrage, etc. Toucher toute la pyramide, jusqu'à l'utilisateur.

- Formation des acteurs pour répondre aux appels d'offre.

- Renforcement de capacités en matière de maîtrise d'ouvrage.

- Système de reporting international (lié aux financements).

Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux

- Etat : le 1^{er} acteur de construction, en termes de volumes, donc doit être le 1^{er} à promouvoir bâtiments durables et innovations (appels d'offre). Concept nouveau, l'administration doit s'intéresser à la chose et devenir prescripteur.

- Territorialisation des politiques publiques : modèles de décentralisation particuliers qui freinent le développement au niveau local. Les Etats et gouvernements doivent garder à l'esprit le besoin de céder une partie de leurs politiques aux collectivités territoriales pour qu'elles puissent mettre en œuvre au niveau local



CLIMATE
CHANCE

Réseaux des maires engagés pour l'habitat durable, lié aux compétences transférées aux collectivités. C'est au niveau des communes que certains équipements sont prévus et budgétisés. Ils doivent être accompagnés pour cela.

- Cohérence des politiques : adéquation avec le besoin réel en milliers de logements. Lier la recherche aux appels d'offre. Faire de l'habitat réellement abordable.
- Partenariats nationaux entre tous acteurs, alliances nationales, stratégies pays adaptées.
- Enjeu du surinvestissement.

c) Enjeux de financement (analyses et propositions sur les difficultés d'accès aux financements pour le secteur)

Financement

- Associer les financiers dans ce cadre multi-acteurs sinon les produits financiers ne seront pas adaptés à ces besoins de bâtiments durables.
- Souplesse des financements et de leurs procédures.
- Impliquer les ministères de finances et parler fiscalité + associer les financiers dans le dialogue multi-acteurs.
- Sécurisation foncière, surtout en milieu rural, simplifier les procédures d'obtention des titres fonciers.

II.C – Quels impacts attendus sur les NDCs africaines?

A compléter ultérieurement éventuellement.

III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réalistes sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut pour le moment pas mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition. A ce titre, il est proposé de cibler deux ou trois des actions ci-dessous citées pour les années 2018/2019, cela afin d'être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

III.A – Organisation de la diffusion de l'information au sein de la coalition

a) Mise en place d'une liste de diffusion de la coalition

Pour une communication en continu sur des informations stratégiques : quel périmètre d'acteurs ?

Quel moyen d'action pour la coalition ?

- Portage d'un plaidoyer commun
- Catalogue de projets concrets réalisés ou potentiels en termes de bâtiments durables exemplaires et répliquables

=> liste de diffusion par mail batiment-constructions.Af@climate-chance.org pour échanger sur des projets exemplaires, identifier des champion(nes) qui portent des projets exemplaires et répliquables pour éviter que les gens soient isolés et puissent échanger :

- Catalogue de projets concrets réalisés ou potentiels en termes de bâtiments durables exemplaires et répliquables
- Partage d'expérience pour faciliter le plaidoyer au niveau local
- Identifier les défis rencontrés par ces projets exemplaires : ceux qui ont été surmontés, ceux qui sont restés bloqués

Envoyer un format de fiche de synthèse pour répondre notamment aux questions suivantes :

- - Quels projets ? Par qui ?
- - Quelles difficultés rencontrées ? Quels échecs ?



CLIMATE
CHANCE

- - Quel accompagnement ? Par qui ?
- - Comment travailler ensemble sur ces projets ?
- - Comment mobiliser les financements ?
-

Plaidoyer

- Charte régionale sur les questions de la construction
- Se focaliser sur une approche multi-acteurs
- Adopter des normes, des charges, des engagements pour permettent aux acteurs non-étatiques de mettre en place des projets
-

Tout le monde ici est prêt et motivé à s'engager sur les questions bâtiments durables
Il faut que cette volonté d'engagement se retrouve dans la Déclaration d'Abidjan.

b) Agenda des rencontres de la coalition adossé aux événements clés

Calendrier de la coalition.

c) Diffusion des bonnes pratiques

Pour participer à la constitution d'un environnement favorable.
Travail d'animation de la coalition

Format d'échange :

- Liste d'emails pour diffuser l'information batiment-constructions.Af@climate-chance.org
- Travail d'échange entre les participants qui doit être continué

Organisation de la diffusion de l'information au sein de la coalition

- Cartographie de l'action sur le site de Climate Chance qui permettra de présenter et valoriser les projets
- Bibliothèque sur ce portail de l'action pour télécharger les catalogues et autres.
- Page internet sur le site de la GABC qui pourra être créée pour cette coalition.

d) Diffusion d'opportunités de formation

Pour participer à la constitution d'un environnement favorable.

e) Diffusion des opportunités de financements

Diffusion des infos sur les financements disponibles et veille sur les nouvelles opportunités de financements.

III.B – Calendrier pluriannuel de mise en œuvre des objectifs de la feuille de route

Septembre 2018 : Table Ronde régionale GABC à Rabat Maroc

Novembre 2018 : Africités à Marrakech : moment spécifiquement dédié au bâtiment

Décembre 2018 : COP24

2019 : Climate Chance

Etape : Qu'est-ce que l'on veut voir abouti et à quelle date ?

- Catalogue de projets exemplaires

III.C - Intégration à l'Agenda de l'Action de la CCNUCC : le MP-GCA

NB : ce chapitre ne concernera pas nécessairement l'ensemble des coalitions et est optionnel en fonction du degré d'inclusion à la dynamique internationale MP-GCA des acteurs de la coalition.

a) Participation aux travaux du MP-GCA

Suivi des activités du MP-GCA. Participation, dans la mesure du possible, aux réunions du MP-GCA. Etc.



**CLIMATE
CHANCE**

b) Participation à la plateforme NAZCA et au Yearbook

Contribution à la plateforme NAZCA et apport aux révisions annuelles du Yearbook.

SYNTHESE (INDICATEURS A EVALUER D'UNE ANNEE A L'AUTRE)

a) Evolution de la cartographie et des acteurs associés

b) Nouvelles actions enclenchées par la mise en contact des acteurs

c) Evolution des financements dédiés, en lien avec le chapitre Financements de l'Observatoire Climate Chance

d) Evolution des impacts GES et ODD

La coalition portant la présente feuille de route est pilotée la GLOBAL ALLIANCE ON BUILDING AND CONSTRUCTION (GABC).